

Général Rachid Ammar, le grand déballage

Le chef d'état-major interarmes tunisien a annoncé, lundi soir, lors d'une émission diffusée en direct à la télévision publique, son intention de faire valoir ses droits à la retraite. Le général de corps d'armée Rachid Ammar estime que la Tunisie est la cible d'une «conspiration régionale et internationale» mais rejette toute intervention de l'armée dans le champ politique.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - C'est sûrement l'un des événements les plus importants de la Tunisie contemporaine qui s'est produit lundi soir. Le général de corps d'armée Rachid Ammar, chef d'état-major interarmes, participe à l'émission «Ettasiaa Massaenn» (Vingt-et-une heures).

Le programme est diffusé le jour du 57^e anniversaire de la création de l'armée tunisienne. Les téléspectateurs auront droit à plus de trois heures de révélations sur la situation politique et sécuritaire, le rôle de l'institution militaire durant la révolution, les défaillances de l'appareil de renseignement et aussi l'existence d'un complot visant à changer totalement la nature du système de gouvernance en Tunisie. Un véritable électrochoc puisqu'il n'hésite pas à annoncer son retrait définitif.

L'officier supérieur débute son intervention par défendre l'armée et ses hommes. «L'armée tunisienne a protégé la patrie, a rempli le vide constitutionnelle et a tenu la kheima pour ne pas qu'elle tombe. L'armée a pris ses responsabilités et a défendu les institutions de l'Etat. Et elle assume toujours ses responsabilités dans le processus de démocratisation de la Tunisie.»

S'agissant de l'opération antiterroriste

menée depuis plusieurs mois au djebel Chaambi, dans le gouvernorat de Kasserine, près de la frontière avec l'Algérie, Rachid Ammar explique que la situation est aujourd'hui sous contrôle. «Oui, nous avons repris le djebel Chaambi. L'opération antiterroriste est achevée depuis longtemps. Voilà une année que ces terroristes sont là-bas», indique-t-il. L'information fait réagir le journaliste Moez Ben Garbia : «Comment ce fait-il que les autorités n'aient pas eu de renseignements ?»

Les révélations du général de corps d'armée Rachid Ammar démontrent l'état de déliquescence d'une partie de l'appareil sécuritaire tunisien. «Il y a des défaillances dans le système actuel de renseignement. Les défaillances sont claires.

Je ne peux pas dire qu'il y ait des compléments à l'intérieur des structures de l'Etat, mais nous devons faire des enquêtes pour le déterminer. Moi, militaire, je suis du côté de l'action, pas du côté de l'information. J'ai besoin de renseignements pour agir. Nous avons certes le renseignement militaire, mais sa mission est de protéger l'institution, ses unités et ses secrets. Pour la société, il y a une autre structure. Sa mission est de suivre l'état général et de décrypter les menaces. Nous militaires,

avons besoin de renseignements, d'indicateurs et d'informations.»

Pour faire face aux lacunes en matière d'information, Rachid Ammar revient sur la démarche opérationnelle adoptée ces dernières années. «Nous avons compris depuis les attaques terroristes de Soliman, en 2007, que l'armée était devenue une cible. Nous ne parlons pas dans l'armée, il faut des documents avec ma signature. Nous avons donc décidé de mener des ratissages à titre préventif. Il fallait agir, même sans renseignements.» Selon lui, la Tunisie est la cible de trois grandes menaces : «La contrebande, le crime organisé et le terrorisme.» Mais le général de corps d'armée est persuadé que son pays est la cible d'une «conspiration régionale et internationale».

Hamadi Redissi, intellectuel et chercheur spécialisé dans l'étude du processus de transition démocratique, décrypte le discours de l'officier supérieur.

«Je dois reconnaître que j'ai été très impressionné par ses propos. Le général Ammar a fait passer une multitude de messages. Il faut dire qu'il y avait beaucoup de préjugés sur le personnage, son rôle lors du départ de Ben Ali et cette volonté que lui prêtaient certains cercles d'organiser un coup d'Etat. Il a démenti toutes les rumeurs. L'homme m'a paru très sincère.

Mais ce qu'il a annoncé est particulièrement préoccupant, surtout au sujet de ce grand complot qui vise à transformer radicalement la

Tunisie. Ce qui est plus inquiétant, c'est cet aveu concernant l'incapacité de l'armée à intervenir. Pour lui, les Tunisiens devront se prendre en charge.» Hamadi Redissi avoue ne pas avoir assez de recul sur la démarche du chef d'état-major interarmes. «Je ne sais pas si cette sortie médiatique entre dans le cadre d'une grande stratégie.

Cela m'étonnerait car il me semble que rien n'ait été planifié», souligne-t-il. Un des grands mystères évoqué par Rachid Ammar en direct est certainement sa décision de faire valoir ses droits à la retraite. «Il a affirmé qu'il ne démissionnait pas mais avait demandé au chef de l'Etat de le mettre à la retraite. Nul ne sait quand cette décision sera effective.»

Pour Mohamed-Chafik Mesbah, politologue et ancien officier des services de renseignement algériens, le général Rachid Ammar pourrait se diriger vers une carrière politique au terme de ce retrait. «L'armée tunisienne est une armée nationale, ce n'est pas une armée clanique ou bourgeoise.

Elle s'est toujours tenue à l'écart du champ politique mais a joué un rôle actif dans le processus de transition démocratique. Je ne pense pas qu'elle se résignera à l'éventualité de l'installation d'un régime théocratique en Tunisie. C'est peu probable. Je pense que le général Ammar se prépare à jouer un rôle dans le pôle démocratique.»

T. H.

QATAR

Une succession dynastique soft

L'émir du Qatar, Cheikh Hamad Ben Khalifa Al Thani, rompt avec les us de pouvoir très ancrés dans cette péninsule et cède, dans une succession dynastique, l'émirat à son fils, Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani. Tisonnier, hors émirat, des révolutions dites arabes, il se serait résigné à un tel choix sur recommandation diligente et insistante des États-Unis, proches alliés du Qatar.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - L'alternance démocratique au pouvoir n'est pas pour demain dans ce petit émirat à l'immense richesse gazière. Le pouvoir, là-bas, est une affaire de famille. Le trône est, sinon legs, héritage. La règle est immuable.

L'émir sortant, qui s'est accaparé, lui, du trône en déposant son père, Cheikh Khalifa, lors d'une révolution du palais en 1995, fait place à son fils. Une première dans cette partie du monde où aucun souverain n'a

jamais renoncé au pouvoir de son plein gré. Hier mardi, l'émir sortant s'est adressé à sa nation, dans un discours télévisé, pour annoncer le passage du relais à son fils, rassurant que ce dernier fera de l'intérêt de son pays et de la prospérité de son peuple ses priorités. «Je m'adresse à vous aujourd'hui pour annoncer que je remets le pouvoir à Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani... Je suis convaincu que pour Tamim, l'intérêt du pays et la prospérité de son peuple seront des priori-

tés.» Sur les raisons ayant dicté une telle sortie, Cheikh Hamad Ben Khalifa Al Thani ne s'étale pas trop. «Le temps est venu d'ouvrir un nouveau chapitre» et «de confier les responsabilités à la nouvelle génération», s'est-il contenté d'expliquer.

L'héritier du trône, à peine âgé de 33 ans, a la lourde charge de maintenir le Qatar au niveau d'opulence où l'a laissé son père, avec un PIB par habitant évalué à 98 000 euros en 2011, mais aussi de tenter de perpétuer l'influence diplomatique du Qatar sur le monde arabe.

Le prince héritier devra tout d'abord choisir ses collaborateurs, lesquels, comme toujours, sont puisés dans la famille régnante. Ça ne devrait pas lui poser de problèmes, tant est que son père est toujours là

et saurait encore peser sur les conseils de famille. Des notabilités et des personnalités se sont d'ailleurs empressées mardi à prêter allégeance au nouvel émir. Le roi est parti, vive le roi. Les Qataris en général l'ont, eux aussi, acclamé. Les thuriféraires étaient aussi là. A commencer par Youssef Al Qaradaoui, que la télévision a zoomé en train d'embrasser Le nouvel émir.

Le nouvel émir est rassuré : il ne sera pas en manque de fetwas devant légitimer ses actions, non point au seul niveau intérieur mais en matière de politique internationale. Il va sans dire que le prince héritier mettra ses pas dans les sillons tracés par son père, en l'occurrence poursuivre de sous-traiter les plans américains dans la région. On le voit

mal en effet prendre d'autres trajectoires que celles dessinées par son père tout au long de ses 18 années de règne. Il ne déposera pas le tison rougi à force d'usage.

Il maintiendra le soutien à la rébellion syrienne, avec une préférence par la faction islamiste de l'opposition armée.

Dans son agenda, le Qatar a retenu d'aider les mouvements islamistes à coiffer les révolutions arabes. C'est fait en Égypte, en Tunisie et en Libye, il reste maintenant la Syrie.

S. A. I.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com



D'abord, assassiner mon pessimisme, ensuite, passer chez le notaire !

Sellal réunit aujourd'hui les walis. Et là, promis, vous aurez droit à l'image...

... et au son !

Si je le chope, je lui fais sa fête ! Je l'écrabouille ! Je l'étripe ! Je lui tords le cou ! Si j'attrape qui ? Et qui j'envise d'écrabouiller et d'étriper ? Mais le pessimisme, bien sûr ! Sellal, de passage à Souk-Ahras, un passage contrarié par des manifestants en colère, nous a demandé à tous de «bannir notre pessimisme». Alors moi, je fais la chasse au pessimisme. Je fouille sous le lit, je retourne le matelas, je vais dans le débarras, et je me suis même mis en tête de décoller le papier-peint du salon pour voir si le pessimisme ne se niche pas en dessous. Ce qui a eu le don de réjouir mon épouse qui ne supporte pas de voir en peinture ce papier-peint, posé là par ma vénérable maman. Et grâce à Sellal, mes journées sont désormais pleines. Finis le découragement, les longues errances dans l'appartement et le quartier. Une fois que j'aurai trouvé le pessimisme et que je lui aurai réglé son compte à ce brigand, le Premier ministre m'a ordonné de «renouveler mon contrat de confiance» avec mes dirigeants. Moi, je ne demande pas mieux ! Sauf que j'avais oublié qu'un contrat de confiance me liait à eux. J'ai bien un vague souvenir d'avoir signé un document du genre en 1962. Il y a fort longtemps. Un bail ! Mais allez me dire chez quel notaire

j'ai procédé à une telle signature. Déjà, à l'époque, le notaire en question était relativement âgé. Comment retrouver sa trace aujourd'hui ? Et puis d'abord, est-il toujours en vie ? Sinon, a-t-on diligenté, comme le veut la procédure, la succession de tous les dossiers dont il avait la charge vers une nouvelle étude ? Pour renouveler un tel contrat, il ne s'agit pas non plus d'aller frapper à la porte de n'importe quel notaire, n'est-ce pas ? On ne sait jamais sur qui on peut tomber. On m'a ainsi raconté que plusieurs études notariales, en apparence bien sous tous rapports, visiblement en règle, conformes et tout le toutim, se sont révélées être de véritables nids à faussaires, des repaires de brigands se faisant passer pour légitimes dans leur mission de légalisation officielle et assermentée des contrats. Au final, des bougres de quidams comme moi se sont retrouvés avec des documents contrefaits, sans aucune valeur. Brrr ! Je n'ose imaginer renouveler mon contrat de confiance dans ce genre d'études bidon. Mais bon, j'ai encore le temps de dénicher le bon notaire d'ici à 2014, date-butoir, paraît-il. Avant, je dois d'abord mettre la main sur mon pessimisme pour le trucider. Et là, c'est loin d'être gagné ! Surtout si Momone se met à son tour en tête de poser un nouveau papier-peint ! Juste pour embêter maman. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.